

- mouvement ouvrier -

Article paru dans "Le Monde"
des 21 et 22 août 1980

Le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise

I. — L'annonce d'un déclin inéluctable

Les prédictions sur le déclin, voire la mort du mouvement ouvrier se multiplient. Avec des arguments qu'il serait stupide d'ignorer. Entendons-nous bien, ce qui est nié n'est pas l'existence d'une force ouvrière organisée ni son utilité relative, mais bien la capacité du mouvement ouvrier, en force autonome, à être porteur de transformations profondes de la société. Ces analyses témoignent de la période de mutation-crise que nous traversons : crise de la société, du mouvement ouvrier et du syndicalisme que nous avons déjà évoquée dans ces colonnes. Elles sont marquées du sceau du pessimisme et risquent, si l'on n'y prend garde, d'atteindre les énergies les plus fortes, les volontés d'agir les plus fermes.

Faut-il pour autant entamer une guerre idéologique, comme on nous y invite ici ou là ? Prendre la mesure de ce qui est en cause, y apporter des réponses fondées sur notre pratique, en syndicalistes, nous apparaît la seule voie efficace.

Reconnaissons-le d'abord sans détours : bien avant les théorisations récentes, c'est toute une pratique politique qui a remis le mouvement ouvrier au magasin des accessoires.

Du côté communiste, le léninisme avec sa théorie du parti avant-garde des masses (lesquelles sont nécessairement réformistes quand elles sont laissées à elles-mêmes...), sa stratégie de conquête du pouvoir d'Etat comme préalable, puis moyen essentiel de tout changement fondamental a conduit presque partout, et notamment en France, à une utilisation du mouvement ouvrier, du syndicat, comme instrument d'agitation au service des chefs du parti. La classe ouvrière dominée par « son » parti n'est plus porteuse que des projets de ses dirigeants. Le communisme reste marqué par un pessimisme fondamental sur la capacité collective des exploités à s'émanciper eux-mêmes.

Du côté socialiste, une longue tradition politique privilégie la loi, les institutions, comme moyen

de changement et ne pense la transformation sociale qu'au rythme électoral. Pour être ancienne, sa sous-estimation du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux n'en est pas moins réelle. De ce fait, la stratégie des socialistes n'est pas aujourd'hui de nature à offrir au mouvement ouvrier une perspective qui puisse combler le vide laissé par la conception communiste.

Mais ces pratiques politiques ne sont pas nouvelles ; elles ne suffisent pas à expliquer le développement de courants intellectuels qui, aujourd'hui, tournent la page du mouvement ouvrier comme force centrale de transformation de la société.

Ces courants trouvent leur fondement dans une triple et douloureuse réalité : l'éclatement de la classe ouvrière ; la prise de conscience d'un échec ; le constat d'une certaine impuissance du mouvement ouvrier.

L'éclatement de la notion traditionnelle de classe ouvrière, c'est la conséquence conjuguée de l'évolution technique, de la restructuration économique et des politiques patronales de développement massif des emplois précaires. La dissociation des salariés entre ceux qui gardent un emploi stable, avec des garanties sociales solides, et les autres, est devenue une donnée sociale fondamentale pour la réflexion et l'action.

L'échec, c'est celui des révolutions faites au nom de la classe ouvrière. C'est l'impossibilité d'appeler socialistes des régimes où les libertés fondamentales sont opprimées. C'est le constat que le socialisme n'existe pas dans les pays où la propriété privée des moyens de production a été abolie au profit de l'Etat et le pouvoir politique accaparé par les directions des partis communistes. L'échec, c'est en France celui de l'union de la gauche et la fermeture de perspectives politiques.

Le sentiment d'impuissance, c'est le fait du retard de l'action ouvrière face à l'internationalisation de l'économie et de la crise. C'est l'inadéquation des réponses classiques en terme de relance de la croissance, ou de nationalisation alors que toute alternative appelle nécessairement une autre croissance, un autre type de développement et une action coordonnée à l'échelon international. Ce sentiment de ne pas avoir pris sur la crise apparaît bien d'abord comme la conséquence d'un décalage profond : d'une part, la stratégie des multinationales semble se développer inexorablement, remodèle la division internationale du travail, redistribue la production de textile, d'acier, d'automobiles à travers le monde ; d'autre part, l'action syndicale ou politique reste essentiellement nationale tant dans les forces qu'elle rassemble que dans les interlocuteurs qu'elle vise.

L'impuissance, c'est aussi l'impression de ne pas avoir réellement pris sur des mutations technologiques qui charrient un lot de bouleversements économiques et sociaux encore impré-

visibles et donc inquiétants. Ces techniques nouvelles, qu'il s'agisse de la télématique, du nucléaire ou de la biochimie, vont entraîner des modifications profondes dans la vie quotidienne, l'organisation du travail, l'espace de liberté de chacun. Or elles paraissent se développer hors du contrôle collectif du salariat organisé et lui posent des questions étrangères à ses modes traditionnels de raisonnement et d'action.

Cette diversification des formes de travail, ces échecs et impasses du mouvement ouvrier ont conduit des intellectuels à proposer leur interprétation, à mettre en cause non seulement la portée de l'action du mouvement ouvrier, mais la place et le sens à donner au travail, la possibilité d'agir à partir du travail pour changer en profondeur la société. MM. Touraine et Gorz nous posent ainsi des questions importantes à partir de leurs analyses sur le déplacement des lieux des conflits fondamentaux et sur l'émergence de nouveaux acteurs sociaux.

Le mouvement ouvrier remplacé par les nouveaux mouvements sociaux

Ainsi M. Alain Touraine étudie-t-il les nouveaux mouvements sociaux qui s'esquissent — féministe, antinucléaire, régionaliste — comme porteurs du conflit fondamental de demain qui opposera les usagers aux appareils dirigeants de la « société programmée ». Pour lui, le syndicalisme garde un grand rôle mais s'institutionnalise du fait même de ses succès ; intégré à la société, il ne peut plus jouer un rôle vraiment révolutionnaire. Cette thèse, riche d'interrogations sur l'évolution de nos sociétés industrielles et des conflits qui s'y font jour, ne gagne pas, à notre sens, à être confondue avec le thème du dernier livre de M. Touraine, *L'Après-socialisme*, dans lequel l'auteur décrète d'autant plus facilement la mort du socialisme qu'il l'identifie et le résume soit au totalitarisme des pays se réclamant aujourd'hui du marxisme-léninisme, soit au centralisme bureaucratique et aux conceptions étatiques des partis communistes occidentaux.

Avec Touraine, nous saluons l'apport des nouveaux mouvements sociaux : l'importance du courant d'émancipation des femmes, qui balaie les prétentions à ramener tous les antagonismes aux rapports de production ; le dynamisme des organisations écologiques, antinucléaires, du cadre de vie, d'usagers, qui mettent en cause le productivisme et la prétendue neutralité des forces productives. Ces mouvements mettent l'accent sur le caractère décisif des conflits de pouvoir opposant les forces d'oppression aux aspirations irrépressibles à l'autonomie. Ils contribuent à mettre en cause la croyance centenaire du mouvement ouvrier en l'existence d'un lien automatique entre progrès matériel et progrès social ou culturel.

Enfin, et peut-être surtout, les mouvements sociaux, le mouvement des femmes en tout premier, nous ont mieux fait comprendre le choix stratégique décisif sans lequel jamais le socialisme ne se construira : si la prise du pouvoir

est un moment-clé, elle ne peut conduire aux transformations voulues que dans la mesure où, préalablement, l'action collective a déjà commencé à progresser vers d'autres rapports sociaux, d'autres types de développement, d'autres manières de produire et de consommer. Ce ne sont pas les programmes et les projets des forces de changement qui sont décisifs pour déterminer ce qu'elles feront demain, ce sont leurs pratiques d'aujourd'hui.

Mais autant nous sommes d'accord avec Touraine pour étudier les nouveaux mouvements sociaux et nous enrichir de leur apport, autant nous ne pouvons partager ses conclusions sur le syndicalisme et le mouvement ouvrier.

Pourquoi considère-t-il l'histoire des luttes sociales comme celle d'une simple succession d'acteurs révolutionnaires, un seul à la fois, au lieu d'en accepter le pluralisme et l'enrichissement réciproque ? En quoi l'émergence de nouveaux lieux et modes d'action implique-t-elle le dépérissement du sens de la lutte ouvrière ? Tout ne se joue pas dans la production, à travers les conflits de travail, nous en sommes d'accord. Mais beaucoup continue à s'y jouer. Pourquoi Touraine a-t-il braqué ses regards sur un seul courant du mouvement ouvrier au lieu de réaliser la synthèse de tous les combats, de l'ensemble des faits sociaux ? Et puis, est-ce réaliste, même à titre prospectif, de porter au pinacle les nouveaux mouvements sociaux, sans voir leurs limites, qui ne résident pas seulement dans leur nouveauté, mais dans les domaines, les lieux et les forces sur lesquelles ils s'appuient ? N'est-il donc pas concevable que le mouvement ouvrier, en tout cas le syndicalisme, sache, par la confrontation avec ces mouvements sociaux, se libérer de ses pesanteurs, articuler son action à la leur, intégrer leurs apports à son combat dans l'entreprise ? La C.F.D.T. montre en ce domaine une voie qu'il est possible d'élargir.

Le salariat hors jeu ?

André Gorz, dans ses *Adieux au prolétariat*, émet une appréciation bien plus radicale sur l'incapacité du syndicalisme à transformer la société. Il diagnostique une perte totale d'intérêt au travail par le salarié, car le travail lui est devenu complètement extérieur, déterminé de A. à Z par la technologie et le réseau de pouvoirs de la grande entreprise. Le travail n'est plus une activité propre du travailleur, ce n'est plus un lieu comportant un enjeu de pouvoir. Le sentiment d'appartenir à une classe disparaît. Par extension, le travailleur ne peut dans son travail accéder à une vue d'ensemble sur son entreprise. La perspective auto-gestionnaire d'intervention du salarié sur les choix stratégiques de son entreprise et au-delà la planification démocratique elle-même ne sont qu'illusions.

Son raisonnement conduit Gorz à tenter de retourner contre le capitalisme la dynamique de marginalisation des travailleurs. Il pense trouver chez les exclus de la production, et eux seuls, la possibilité de développer une action autonome et d'exercer une liberté créatrice et transformatrice.

Le pessimisme de Gorz sur ce que peut faire le syndicalisme est donc total. Les grandes entreprises sont si intégrées au capitalisme mondial, si dépendantes de technologies complexes, le savoir ouvrier si émietté par la division technique et sociale du travail que toute identité ouvrière lui semble aujourd'hui impossible, que l'action syndicale n'a aucune chance de modifier en profondeur les choix technologiques et économiques. L'ouvrier ressemble si bien à ce qu'on a voulu qu'il soit — un robot, une machine — qu'il devient incapable d'être acteur. Plus rien d'essentiel ne se joue dans le travail.

Quand un homme qui fit progresser la réflexion sur la stratégie syndicale en vient à prévoir la fin de notre syndicalisme, il y a de quoi réfléchir. Mais son pessimisme nous semble mal fondé.

Le mouvement ouvrier est par nature une force de résistance à tout déterminisme économique ou technologique. Pour l'avoir maintes fois constaté, éprouvé dans sa pratique, dans ses rapports avec ses camarades de travail, tout militant sait que Gorz se trompe quand il estime que la division capitaliste du travail conditionne totalement le travailleur, le réduit à l'état de chose. De son côté,

tout patron, son entreprise fût-elle internationalisée et informatisée, connaît la prise qu'a chaque travailleur sur sa machine et sur son travail et donc sur la marche de l'entreprise, que son attitude soit de contestation active, de grève du zèle ou de résistance passive. Aucune entreprise ne peut fonctionner sans le savoir ouvrier, sans ce qui tient à l'expérience irremplaçable de l'opérateur. Et il faudrait négliger ce levier ? Ce qui est vrai pour un individu l'est aussi pour un groupe de salariés. La proposition C.F.D.T. de conseils d'atelier et de service pour avancer vers l'autogestion dans les entreprises nationalisées repose sur la possibilité concrète pour le collectif des travailleurs de maîtriser des éléments-clés de l'organisation du travail et de s'en servir comme d'un levier de pouvoir pour exercer une réelle influence sur les grands choix stratégiques. Et il faudrait désespérer de l'autogestion et de la planification démocratique ?

Que Gorz s'irrite du recul apparent des forces de travail au seuil des années 80, soit. Qu'il milite pour enrichir le mouvement social à partir de l'action d'hommes et de femmes engagés dans des types d'activité autonomes échappant aux contraintes du salariat, qui s'en plaindra ? Mais quelle place restera-t-il pour cette alternative si on laisse les multinationales façonner le travail... et la société ? Et pourquoi, là encore, vouloir remplacer une force, le salariat, par une autre, les exclus de la production, comme agent unique de transformation ? Le développement du travail précaire, et l'absence croissante d'identification dans le travail ne permettent pas, à notre sens, de faire de la précarité la situation idéale pour accumuler une expérience collective et définir le projet d'une autre société. Qui, aujourd'hui, se sent durablement libre dans un travail précaire ? Non, nous ne voyons pas qu'il puisse y avoir émancipation dans le temps libre sans émancipation dans le travail. Aucun projet socialiste ne peut faire l'impasse sur l'avenir du travail.

D'autres théories sur l'avenir du travail, nées de la crise, visent un tout autre but : rationaliser, rigidifier, amplifier les évolutions récentes. Emanant des milieux dirigeants, elles tendent à récuser toute possibilité de changement profond de la situation des travailleurs dans l'entreprise capitaliste.

Les théories des deux secteurs

Dans le rapport récent au commissariat au Plan du groupe animé par Mme Françoise Giroud sur « l'avenir du travail », quatre schémas d'avenir sont exposés dont deux, bien dans l'air du temps, résument les conceptions des partisans d'une économie « duale », en fait, coupée en deux.

Une première proposition repose sur une division entre un secteur productiviste intégré au marché mondial, utilisant les technologies de pointe où le travail serait très contraignant — intensité du travail, parcellisation — et un secteur tradi-

tionnel, isolé de la concurrence internationale, moins compétitif où les emplois seraient « plus gratifiants mais moins rémunérateurs ». C'est une thèse prônée, notamment, par M. Stofaès, conseiller du ministre de l'industrie, ou M. Minc, directeur à Saint-Gobain - Pont-à-Mousson.

Mais aussi par M. Chevalier, vice-président du C.N.P.F., qui expliquait récemment les vertus d'une telle société à deux vitesses. Pour créer des emplois dans le secteur non exposé à la concurrence ou dans les services, disait-il, il faut laisser

toute liberté aux grandes entreprises de taille mondiale. Elles supprimeront des emplois mais sous-traiteront quelques « créneaux » technologiques aux P.M.E.... Une telle politique n'a pas que des appuis verbaux au sein du patronat ; elle a aussi des praticiens qui développent, on le sait, une tentative d'éclatement de la classe ouvrière entre une fraction relativement stable et protégée et une masse croissante de travailleurs et de travailleuses à statut précaire.

Une autre conception du double secteur est résumée par Mme Françoise Giroud sous la forme d'un nouveau partage des activités de chacun entre le travail organisé, chaque individu lui consacrant un temps fortement réduit, et des activités autonomes et libres procurant à chacun un complément de revenus et d'épanouissement.

Cette fois, la société n'est plus séparée entre les salariés qui effectuent un travail très contraignant et les autres, mais chacun participe successivement aux deux sortes d'activités.

On voit bien l'unité de pensée coiffant ces différentes conceptions d'une société à deux vitesses. Dans tous les cas, la grande entreprise multinationale est devenue si complexe, si vaste, si technique, que le travailleur — tout comme le citoyen, d'ailleurs — ne peut y avoir prise. Rien d'autre à faire que de laisser fonctionner sur leur logique ces nouveaux dieux des temps modernes. Plus craints qu'adorés, sans doute, mais sacrés de toute façon !

Le mouvement ouvrier lui-même, y compris lorsqu'il masque son malaise sous les rodomontades, ne propose pas encore d'alternative démocratique suffisamment solide au fonctionnement, à la logique, aux buts de ces grandes entreprises multinationales. Nationaliser, disait le programme commun. Certes, mais après ? Comment réorienter et réorganiser Renault ? Comment ne pas détruire le dynamisme de ces entreprises piliers de l'économie nationale en leur imposant de nouveaux critères pour qu'elles intègrent l'intérêt collectif, commencent à produire autre chose, autrement ?...

C'est sans doute la force de ces interrogations et l'absence de réponse suffisante qui expliquent l'accent mis par certains socialistes — MM. Delors, Rocard — sur l'économie sociale, ce « 3^e secteur » mutualiste et coopératif, ni capitaliste ni étatique. Ou encore sur la « révolution du temps choisi », objet privilégié de réflexion en cette période où la

qualité du temps contraint, paraît difficile à améliorer. Certes ces apports sont utiles. Depuis ses origines, le mouvement ouvrier est à la recherche de ces formes de coopération qui font appel à l'initiative et à la responsabilité.

Mais nous devons veiller à ce que ces réflexions ne servent pas de dérivatif à un abandon du terrain industriel à la logique du productivisme ou au maintien du rôle autoritaire et centralisé de l'Etat pour protéger et garantir l'intouchabilité de ce noyau dur que représente la grande industrie.

Car nous n'acceptons pas une société à deux vitesses qui, inévitablement et progressivement, diviserait les salariés en deux groupes antagonistes, distendrait dangereusement le tissu social. Combien de temps notre société pourrait-elle résister à cet apartheid économique ? Quant aux projets de travail moins contraignant, mais moins payé dans le deuxième secteur, ils confondent les adeptes de la convivialité avec les laissés pour compte de la société. Si on laisse se développer les deux secteurs, c'est la montée des inégalités qui nous guette, le renforcement des contraintes sur les salariés, la coexistence d'un secteur dominant hyperproductif à la japonaise et d'un secteur dominé ou se côtoieront le précaire, le marginal, le travail au noir, l'assistance...

Mener une action offensive, rassemblant le plus grand nombre suppose un mouvement ouvrier qui s'attaque de front aux problèmes liés au travail, qui n'arrête pas son ambition de transformation aux portes des grandes multinationales, qui refuse de livrer sans défense une partie des travailleurs, ou une partie du temps de chaque travailleur, en pâture aux impératifs de la guerre économique internationale. C'est au cœur même du secteur productif le plus compétitif que doit se mener la lutte sociale pour les droits fondamentaux et l'émancipation. Aucun secteur d'activité ne peut être considéré comme secondaire, y compris temporairement. Les progrès du mouvement ouvrier reposent sur la solidarité et l'unité des salariés, donc sur une adéquation entre l'action du mouvement ouvrier, la diversité et la complexité des lieux et des problèmes de travail. C'est à cela que nous devons nous attacher.

II. — La transformation du travail : un enjeu fondamental

L'échec historique du mouvement ouvrier dans son ambition à construire le socialisme (1), les insuffisances de son action pour affronter efficacement les défis de la crise comme les mutations à l'œuvre dans la société, les analyses sociologiques sur le déclin inéluctable du rôle de la classe ouvrière, conduisent un certain nombre de militants, ouvriers ou intellectuels, à l'abandon des grandes espérances, même lointaines, et au scepticisme par rapport à tout projet social un peu ambitieux. C'est le sens du repli

sur les droits de l'homme comme unique objet de l'action de tant de ceux qui, hier, luttaient pour le socialisme. Ce n'est évidemment pas dans un syndicat comme la C.F.D.T. que l'on mésestimera le caractère fondamental pour aujourd'hui et pour demain, pour la solidarité et l'unité des exploités et des opprimés, d'une action sur les droits individuels et collectifs de la personne humaine.

Mais, dans leur acception courante, les droits de l'homme incluent-ils suffisamment l'homme

au travail dans son entreprise ? La défense et la promotion de ces droits peuvent-elles prendre toute l'ampleur nécessaire en dehors d'un projet sur le travail et sur la société ? Face à la répression physique brutale, on voit bien l'importance décisive du thème des droits de l'homme. Dans une société comme la nôtre, ce qui nous guette, c'est plutôt le désintérêt pour la chose publique, la prise en main progressive de nos destinées par la technocratie et l'Etat, protecteurs et tentaculaires. Le repli sur les droits de l'homme apparaît gravement insuffisant.

Les jeunes apparaissent les plus menacés, les plus atteints, par cet affadissement de l'espérance socialiste. D'autant que le fossé se creuse chaque jour entre leur souhait de disposer de temps, de s'exprimer, de vivre dès aujourd'hui des expériences riches et diverses, et le travail qu'on leur offre, contraint, parcellisé, monotone, précaire.

A l'âge où l'on est prêt à se mobiliser, à s'embraser pour une cause qui en vaille la peine, quelle marchandise leur propose-t-on ? Révoltez-vous — sous la houlette du parti-guide — leur dit Fiterman à la fête des jeunesses communistes. Vous construirez avec nous une belle société socialiste sans chômage, sans rien à payer pour apprendre et se soigner, comme en Union soviétique. Discours dérisoire pour qui refuse de dissocier liberté et socialisme...

Ou bien, leur dit Jean-Paul II, à la basilique de Saint-Denis : construisez un monde d'amour et de justice sociale. Certes. Mais, dit dans le même temps un célébrant, « nous ne sommes pas unis pour demander justice ; Seigneur, pardonne-nous nos manques d'unité ». Et voilà un appel à l'engagement dans l'action du mouvement ouvrier si sommaire-

ment défini par l'action pour les exploités, et par le péché en cas de manque d'unité, qu'un Fiterman a quelques chances d'y retrouver ses ouailles. La transcendence rend-elle obligatoirement myope sur les stratégies terrestres ?

Aux jeunes, rebutés par le travail qu'on leur offre, le mouvement ouvrier de notre temps doit offrir à la fois une ambition et les moyens de l'atteindre.

Non, le socialisme n'est pas mort. Peut-on enterrer ce qui n'est pas encore né ? Ce qui est condamné comme porteur d'espérance, c'est une certaine conception du socialisme, étatique, oppresseur, productiviste, nationaliste. Tant mieux. Mais ce n'est pas sans conséquence, y compris chez nous. Dans nos rangs, la compréhension de ce qu'est réellement l'avancée vers le socialisme est en train de se modifier, douloureusement mais nécessairement. Par exemple, bien des militants ont découvert la perspective socialiste à l'époque des « cent fleurs » du P.C.F. et de l'euphorie des progrès unitaires des deux couples C.F.D.T.-C.G.T. et P.C.-P.S. Malgré l'absence d'une mobilisation consciente de forces sociales soudées par un projet, ils ont cru le socialisme à portée de la main et au simple prix d'une victoire électorale et de réformes juridiques du droit de propriété. Que les illusions de ce type s'évanouissent, tant mieux encore ! Mais pour surmonter les déceptions et les tendances à la résignation, comme pour éviter les pièges d'un nouveau renvoi de notre avenir à plus tard, quand les forces politiques seront prêtes, nous devons montrer, mieux que nous ne l'avons fait, que c'est aujourd'hui que commencent les transformations et que l'action sur le travail reste déterminante pour contraindre la société à changer.

Une orientation décisive

Le travail, comme activité concrète, malgré ce qu'en ont fait le capitalisme et le taylorisme, reste à la fois le fondement d'une identité individuelle et collective et un objet sur lequel le mouvement ouvrier peut opérer, opère, une action transformatrice, positive et essentielle. Aucun projet socialiste, aucune stratégie de changement social, ne peut contourner la nécessité première de la transformation du travail et de ses conditions. Les analystes du déclin du mouvement ouvrier oublient une part essentielle de l'histoire ouvrière consacrée à ce combat. Ils négligent ainsi, à la C.F.D.T. par exemple, tout un effort de reconstruction du syndicalisme et du socialisme. Malgré la publication d'un livre comme *les Dégâts du progrès*, ils ne voient pas l'importance décisive qu'est en train de prendre le thème des conditions de travail dans l'action syndicale.

Et, pourtant, plusieurs témoignages ou constats théoriques récents ont mis en lumière la place centrale du travail dans tout projet socialiste digne de ce nom. Relisons, par exemple, Rudolf Bahro dans *l'Alternative*, Miklos Haraszti dans *Salaires aux pièces*, Nicolas Dubost dans *Flûtes sans fins*. Et puis, comment penser l'avenir de la société sans prendre en compte les questions de fond posées par tant d'études

scientifiques sur le travail posté, le travail à la chaîne et le vieillissement ? Il n'est pas de socialisme sans bonnes conditions de travail, sans sécurité face aux machines dangereuses, sans prévention des risques de cancers professionnels, sans une autre conception de l'organisation du travail, des qualifications.

Sur ces terrains, nous avons, depuis quinze ou vingt ans, imposé des reculs au capitalisme touchant à la sécurité dans les entreprises, aux produits toxiques, aux cadences ou, même parfois, à la parcellisation des tâches et au produit du travail. Au nom de quoi, de qui, prétendre qu'il ne s'agit pas là de terrains fondamentaux pour l'avenir du travail, du type de développement et de la société ?

Nous savons que ce n'est pas en martelant les vieux dogmes que nous convaincrions de la validité de notre démarche. Seuls notre action syndicale et ses résultats peuvent y réussir.

A partir de notre expérience, il nous revient — pas à nous seuls, mais à nous déjà dans le mouvement syndical — de traduire mieux notre confiance profonde et fondée en la capacité du mouvement ouvrier de changer la société par son action. Le retour au concret, opéré par la C.F.D.T. à son congrès de Brest, nous rend

plus assurés pour démontrer concrètement que l'action syndicale, bien orientée, donne à chaque salarié une possibilité d'agir à partir de son travail pour des modifications sociales profondes et en même temps pour la revalorisation du travail déconsidéré par le capitalisme triomphant. De fortes pesanteurs, en face, à nos côtés, dans nos têtes, s'opposent encore au développement de ce type de syndicalisme. Ce syndicalisme autodéterminé qui accorde autant d'importance à l'action pour l'autonomie, contre les dominations, pour un autre type de développement, contre le productivisme, qu'à l'action pour le bien-être, contre l'exploitation.

Les difficultés du présent masquent souvent aux yeux des militants nos potentialités à faire progresser, même lentement, des changements porteurs d'une dimension autogestionnaire. Et

pourtant, il s'agit plus que de potentialités. Dès aujourd'hui, l'action ouvrière change le cours du capitalisme. Encore faut-il en rendre conscients les acteurs, les militants bercés depuis leurs mamelles syndicales par la chanson du grand soir aux multiples versions, habitués de ce fait à minimiser l'ambition et la portée de leurs actions courantes.

Une pleine compréhension des possibilités qu'ouvre l'action ouvrière permettrait d'en décupler l'ampleur et l'efficacité. Quand les dirigeants de la C.G.T. dénigrent la politique d'action de la C.F.D.T., son « recentrage » sur la logique syndicale, ils savent bien que qualifier cette politique d'abandon de la lutte de classe n'est que de la dialectique de bas étage ; mais s'ils le font, c'est pour tenter d'éviter, s'il en est encore temps, les progrès d'une stratégie alternative à la leur.

Donner tout son sens au travail

Pour un syndicat, agir pour le socialisme ce n'est pas faire la grève dans la journée pour des revendications immédiates et coller des affiches le soir pour le changement de la société et la victoire de la gauche. C'est agir pour des revendications, des objectifs, porteurs en eux-mêmes de transformations du type de développement, par des formes d'action porteuses de la dynamique autogestionnaire. Et sans qu'il y ait besoin de voler à leur rescousse, les partis de gauche y trouveront leurs petits. Pour peu qu'ils s'inscrivent à leur manière dans cette stratégie du mouvement ouvrier...

Les transformations nécessaires de la société ne prennent pas leur source unique dans les conflits du travail, quelle que soit leur richesse. Mais l'expérience nous montre que bien des conflits du travail, s'ils sont menés avec la claire conscience d'un projet solidaire, font progresser vers des modifications profondes la société tout entière. Ils sont significatifs d'une avancée en matière de changement des rapports sociaux, du type de développement. Ils vont dans le sens de la construction d'un socialisme décentralisé. Ils marquent un progrès vers une Europe de conception socialiste et l'établissement de rapports de coopération égalitaire avec les pays sous-développés.

Au sentiment d'impuissance que donne le dangereux éloignement des lieux de décision des entreprises multinationales et de la société programmée, l'action syndicale sur le lieu du travail répond en obligeant à tenir compte des hommes et des femmes, dans leurs conditions concrètes d'existence. Le droit d'expression des individus et le droit d'intervention des collectifs expriment une autre rationalité, imposent la négociation aux grands décideurs.

En mettant au premier plan l'action pour les garanties collectives et contre les inégalités, le mouvement syndical répond aux stratégies de l'économie dualiste, au patronat qui développe la précarité de l'emploi. Le conflit des

nettoyeurs du métro a ainsi montré spectaculairement une capacité nouvelle à s'opposer au développement de statuts inférieurs et discriminés. La lutte contre les inégalités s'étend aujourd'hui à la volonté d'obtenir des niveaux de salaires minima identiques pour les entreprises mères et leurs sous-traitants — c'est la revendication de la C.F.D.T. dans la métallurgie parisienne — au refus de voir sous-traiter les risques d'accident du travail et de maladie professionnelle en les faisant supporter par le personnel intérimaire, à l'exigence de réduction prioritaire de la durée du travail de ceux qui ont les horaires les plus longs.

Enfin, l'ambition du mouvement syndical à changer le travail et la société — à obtenir le droit à un emploi de qualité, utile, pour tous et toutes, nous semble, d'ores et déjà, s'exprimer à travers quatre angles d'attaque essentiels des réalités de travail :

● L'action sur les conditions de travail donne dès maintenant une prise sur la mise en œuvre des technologies nouvelles et donc sur la conception du progrès scientifique et technique. Refuser les risques professionnels prétendument inévitables, se battre sur les normes-limites en matière de produits toxiques, limiter le travail posté, c'est déjà influer sur le type de croissance. Plus largement, la lutte intense autour de l'informatisation du secteur tertiaire des techniques de communication donne une dimension nouvelle au mouvement social de notre temps.

● L'action sur l'organisation du travail a porté la bataille pour changer les rapports hiérarchiques, pour l'autonomie au cœur de l'entreprise. La conquête du droit d'expression des travailleurs sur leurs conditions de travail devient un objectif fondamental. Déjà le conflit salariat-patronat sur le rôle de la maîtrise, l'insertion plus grande des cadres dans le combat anti-hiérarchique anticipent dans une dynamique autogestionnaire d'autres rapports sociaux.

● L'action sur *l'outil de travail* conduit, par exemple, la Fédération générale de l'agriculture de la C.F.D.T., à partir des conditions de sécurité et de santé des conducteurs de tracteur, à intervenir sur les constructeurs pour qu'ils modifient leur production. Cette action sur l'outil s'élargit actuellement à l'intervention syndicale sur l'énergie nucléaire, sur les politiques industrielles et le développement régional, sur l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux emplois et aux qualifications, c'est-à-dire à des structures et principes de base de notre société.

● L'action sur *le produit du travail*, considéré du point de vue de son utilité sociale, influe directement le type de développement. Ainsi à partir des conditions de travail des salariés parisiens travaillant dans les tours-bureaux, l'union départementale C.F.D.T. a fortement contribué au recul de ce type de réalisations. De même, une pression collective pour maximiser le service au public, sortir l'usager de sa situation d'individu dominé par la grande machinerie administrative et technique, conteste de plein fouet la « société programmée ».

La classification esquissée ici

en quatre thèmes n'a que valeur indicative. Mais elle montre la portée d'une action centrée sur le travail. Et l'expérience nous permet d'affirmer que le travailleur n'est pas qu'un robot ; que devant le travail, il n'a pas qu'une attitude de fuite ; qu'il sait qu'il est en définitive le meilleur expert sur le contenu de son propre travail et que, en se rassemblant dans l'action syndicale, il peut commencer à changer sa situation, le sens de son travail, et esquisser l'avenir collectif.

Ceux qui continuent à fonder leur espoir sur l'action du mouvement ouvrier, ceux qui y investissent leur énergie, ne sont pas en retard d'une bataille. Ils savent que le mouvement ouvrier ne pourra surmonter ses handicaps historiques, sa crise des buts et des modes d'action, qu'au prix d'un formidable effort. Mais il savent aussi que les éléments d'une plus forte, plus vraie identité du mouvement ouvrier sont présents dans les luttes sociales, et sont décidés à les fortifier pour que, en convergence avec les autres mouvements sociaux, le mouvement ouvrier réalise pleinement son action de transformation.

FIN.